

RCS : PONTOISE
Code greffe : 7802

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PONTOISE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 00083
Numéro SIREN : 892 617 820
Nom ou dénomination : 51 Pegasi

Ce dépôt a été enregistré le 24/03/2021 sous le numéro de dépôt 6065

51 Pegasi
S.A.S. au capital de 3 140 EUR
Siège social : 13 chemin de Montgeroult 95650 BOISSY-L'AILLERIE
SIREN 892 617 820 RCS PONTOISE

PROCÈS VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 22 FÉVRIER 2021

Le 22 février 2021, M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER, associé unique de la société 51 Pegasi,

a pris les quatre décisions suivantes :

Première décision

L'associé unique, après avoir entendu la lecture :

- du traité d'apport en date du 12 février 2021 aux termes duquel M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER fait apport à la société 51 Pegasi de 1 510 actions de la société SOLENT, société par actions simplifiée au capital de 101 040 euros, dont le siège social est situé à LA GARENNE-COLOMBES (92250) 71 Boulevard National, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN 448 544 932 RCS NANTERRE ;
- du rapport de M. Philippe LE CUNFF commissaire aux apports désigné par l'associé unique le 28 janvier 2021 ;

approuve cet apport ainsi que son évaluation qui ressort à la somme nette de quatre-vingt-quatre-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix (84 590) euros.

Deuxième décision

L'associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux apports, décide à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première décision d'augmenter le capital social d'un montant de 84 590 euros pour le porter de 3 140 euros à 87 730 euros, par voie de création de 84 590 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, entièrement libérées, et attribuées à M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER en rémunération de son apport.

Les actions nouvelles seraient dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital entièrement assimilées aux actions anciennes. Elles jouiraient des mêmes droits et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceraient pour la première fois sur les bénéfices mis en en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

L'associé unique reconnaît sincère et véritable la déclaration de répartition et de libération des actions nouvelles faite au contrat d'apport.

Troisième décision

L'associé unique, comme conséquence de l'adoption des décisions précédentes, constate que l'augmentation du capital est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

« Article 7 - APPORTS

Il a été apporté au capital de la société :

1°) lors de la constitution, une somme en numéraire de trois-mille-cent-quarante (3 140) EUR,

ci.....3 140 EUR

2°) lors d'une augmentation de capital décidée par l'associé unique en date du 22 février 2021, une somme de quatre-vingt-quatre-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix (84 590) EUR, par apport de titres,

ci.....84 590 EUR

TOTAL DES APPORTS.....87 730 EUR

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de quatre-vingt-sept-mille-sept-cent-trente (87 730) EUR.

Il est divisé en quatre-vingt-sept-mille-sept-cent-trente (87 730) actions de UN (1) EUR chacune totalement libérées et de même catégorie. »

Quatrième décision

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité et de dépôt, p
règlements.

Clôture

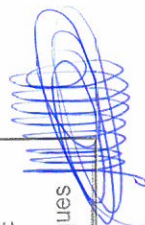
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal sign
consigné au registre prévu par la loi.

Fait à Boissy-l'Aillerie, le 22/02/2021.



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
ERMONT
Le 24/02/2021 Dossier 2021 00004751, référence 9504P61 2021 A 01149
Enregistrement : 0 € Penalties : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

Régine APPEL
Agent
des finances publiques



TRAITE D'APPORT EN NATURE D'ACTIONS SOLENT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

1) M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER

Né le 27 janvier 1975 à PONTOISE (95),
De nationalité française,
Demeurant à BOISSY L'AILLERIE (95650) 13 Chemin de Montgeroult,
Marié à Madame Catherine PLANTEC sous le régime de la participation aux acquêts, tel qu'il est défini par les articles 1569 et suivants du code civil, en vertu du contrat de mariage reçu le 29 mai 2009 par Maître Laurent CATROU, notaire à Houilles (78800),

Ci-après dénommé l' « **Apporteur** »

D'UNE PART,

ET

2) La société 51 Pegasi

Société par actions simplifiée au capital de 3 140 euros,
Dont le siège social est à BOISSY L'AILLERIE (95650) 13 Chemin de Montgeroult,
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN 892 617 820
RCS PONTOISE,
Représentée par M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER, Président dûment habilité,

Ci-après dénommée la « **Bénéficiaire** »

D'AUTRE PART

L'Apporteur et la Bénéficiaire sont ci-après dénommés individuellement une « **Partie** » et, ensemble, les « **Parties** ».

EN PRESENCE DE

3) La société SOLENT, société par actions simplifiée dont le siège social est sis 71 Boulevard National à LA GARENNE COLOMBES (92250) et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 448 544 932 RCS Nanterre,

(ci-après « **SOLENT** » ou la « **Société** »),

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE :

1/ L'Apporteur détient SEPT MILLE TROIS CENT DIX (7 310) actions sur les CENT UN MILLE QUARANTE (101 040) actions composant le capital de SOLENT.

L'Apporteur souhaite procéder à l'apport de MILLE CINQ CENT DIX (1 510) actions de la Société qu'il détient, soit 1.49 % du capital de SOLENT, au profit de la Bénéficiaire.

Désignation de la Société dont les titres sont apportés

a) – Identité

La société SOLENT, SAS au capital de 101 040 euros, dont le siège social est situé 71 Boulevard National 92250 LA GARENNE COLOMBES, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 448 544 932, a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Toutes prestations de services en informatique, électronique, automatique, télécommunications et autres technologies liées aux métiers de l'ingénieur,
- Toutes prestations de conseil, d'expertise, d'assistance, de formation et de recrutement,
- La participation par tout moyen et sous quelque forme que ce soit à toute entreprise créée ou à créer,
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus défini ou à tous objets, similaires ou connexes de nature à favoriser son développement.

L'activité de SOLENT s'exerce dans le domaine de la prestation de services informatiques dans le secteur des systèmes embarqués (aéronautique, défense, télécommunications, santé) pour l'essentiel, ainsi que dans les systèmes d'informations (formation, mode, distribution).

b) Répartition du capital

A la date des présentes, le capital social de SOLENT est divisé en CENT UN MILLE QUARANTE (101 040) actions, d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, réparties comme suit :

Monsieur Philippe BENON	46 865 actions	46.383 %
Monsieur Antoine MAUFERON	46 865 actions	46.383 %
Monsieur Guillaume GRUSSENMEYER	7 310 actions	7.235 %
TOTAL	101 040 actions	100 %

c) Gouvernance – Organes de contrôle externes

A la date des présentes, SOLENT a pour Président Monsieur Philippe BENON et pour Directeur Général Monsieur Antoine MAUFERON.

d) Comptes sociaux

La société SOLENT clôture ses comptes le 31 décembre de chaque année.

2/ Par ce traité d'apport (le « **Traité** »), l'Apporteur et la Bénéficiaire sont parvenus à un accord sur l'apport en faveur de la Bénéficiaire d'une partie des actions de la Société détenues par l'Apporteur (les « **Actions Apportées** ») selon les termes et modalités détaillés ci-après (l'« **Apport** »).

3/ Conformément aux dispositions des articles L. 225-147 et R. 225-136 du Code de commerce Monsieur Philippe LE CUNFF a été nommé en qualité de commissaire aux apports par décision de l'associé unique de la société 51 Pegasi en date du 28 janvier 2021. Ce dernier a établi un rapport sur la valeur de l'Apport conformément à l'article L. 225-147 du Code de commerce, qui sera déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Pontoise et mis à la disposition de l'associé unique de la Bénéficiaire au siège social de la Bénéficiaire, huit (8) jours au moins avant la date des décisions de l'associé unique de la Bénéficiaire, conformément à l'article R. 225-136 du Code commerce.

4/ Il est précisé également que cet Apport s'insère dans le cadre plus général d'un processus opération de cession de 100% des titres de la Société au profit de la société SMART 4 DIGITAL ENGINEERING (SIREN 894 069 756 RCS Paris) (la « **Cession** ») prévue à brève échéance et dont les conditions de prix seront les suivantes :

- A la date de Cession, le prix de Cession qualifié de « **Prix Initial** », sera égal à la Valeur d'Entreprise de l'exercice clos au 31 décembre 2020, majorée ou minorée de la Trésorerie Nette Normative au 31 décembre 2020.

La Valeur d'Entreprise correspondra à $5,50 \times$ l'EBIT Normatif de l'exercice 2020.

- En outre, il est prévu des Compléments de Prix, indexés sur l'activité future de la Société et fixés par application d'un multiple à l'EBIT Normatif de ladite Société (si ce dernier est positif) au titre des exercices 2021, 2022 et 2023.

Dans l'hypothèse où des Compléments de Prix seraient ainsi dus, leur montant s'élèverait respectivement à :

- 1,15x l'EBIT Normatif au titre de l'année civile 2021 ;
- 1,20x l'EBIT Normatif au titre de l'exercice 2022 ; et
- 1,25x l'EBIT Normatif au titre de l'exercice 2023.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. DECLARATIONS

1.1. DECLARATIONS DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare et garantit à la Bénéficiaire que :

- (a) il a la capacité et tous pouvoirs pour signer le présent Contrat d'apport et tous les autres contrats, actes et documents se rapportant au transfert de la pleine propriété des Actions Apportées à la Bénéficiaire, d'exécuter les obligations mises à sa charge et de bénéficier des droits qui lui sont octroyés ;
- (b) la signature du présente Contrat, l'exécution par lui des obligations qui en découlent et la réalisation des opérations qui y sont prévues ne requièrent aucune autorisation d'un tiers (notamment au titre d'une clause d'agrément ou de préemption statutaire ou contractuelle) qui n'ait déjà été obtenue, ne constituent pas une violation par lui d'une disposition légale ou réglementaire qui lui est applicable ou des stipulations d'un contrat ou d'un engagement auquel il est partie ou par lequel il est lié et ne contreviennent à aucune décision judiciaire, administrative ou arbitrale prise à son encontre ;
- (c) il ne fait l'objet d'aucune procédure de mise en faillite personnelle, interdiction de gérer ou banqueroute ;
- (d) il est et sera à la Date de Réalisation valablement propriétaire des Actions Apportées et il disposera, à la Date de Réalisation, de tous les pouvoirs, droits et autorisations nécessaires pour transférer la pleine et entière propriété de ses Actions Apportées à la Bénéficiaire ; et
- (e) les Actions Apportées ont été valablement émises, sont entièrement libérées et sont libres de toutes Charges.

1.2. DECLARATIONS DE LA BENEFICIAIRE

La Bénéficiaire déclare et garantit à l'Apporteur que :

- (a) elle est valablement constituée et a toute capacité et tous pouvoirs au titre des présentes.
- (b) le présent Traité constitue un engagement licite, valable qui a force obligatoire et l'engagement valablement conformément à ses termes.
- (c) la signature du présent Traité, l'exécution par elle des obligations qui en découlent et la réalisation des opérations qui y sont prévues ne requièrent aucune autorisation d'un tiers qui n'ait déjà été obtenue, ne constituent pas une violation par elle d'une disposition légale ou réglementaire qui lui est applicable ou des stipulations d'un contrat ou d'un engagement auquel elle est partie ou par lequel elle est liée et ne contreviennent à aucune décision judiciaire, administrative ou arbitrale prise à son encontre.
- (d) elle ne fait l'objet d'aucune procédure d'alerte, de règlement amiable, de sauvegarde, de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, d'administration judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites ou d'aucune autre procédure visée au Livre VI du Code de commerce.

2. APPORT

2.1. BIENS APPORTES

M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER apporte MILLE CINQ CENT DIX (1 510) actions de SOLENT, société par actions simplifiée au capital de 101 040 euros, dont le siège social est situé à LA GARENNE COLOMBES (92250) 71 Boulevard National, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro SIREN 448 544 932 RCS NANTERRE.

2.2. EVALUATION

Evaluation de l'Apport

L'Apport envisagé aux termes du présent Traité sera réalisé à titre pur et simple et rémunéré par l'attribution de valeurs mobilières.

Les Actions Apportées seront apportées pour une valeur par action de 56 ,02 € euros eu égard à l'opération de cession de 100% des titres de la société SOLENT à la société SMART 4 DIGITAL ENGINEERING tel qu'indiqué ci-dessus dans l'exposé préalable.

La valeur totale des Actions Apportées est égale à QUATRE VINGT QUATRE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX EUROS ET VINGT CENTIMES (84 590.20 €), arrondie à QUATRE VINGT QUATRE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT DIX EUROS (84 590 €).

A cet égard, il convient de préciser que la valeur initiale de l'Apport a été déterminée uniquement en fonction du Prix Initial, dès lors que les Compléments de Prix présentent un caractère aléatoire et incertain à la date dudit Apport. Leur prise en compte n'interviendra, le cas échéant, qu'une fois leur montant connu par le mécanisme des Compléments de Rémunération tel que visé à l'article « REMUNERATION » ci-dessous.

Vérification de l'Apport

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'Apport sera, préalablement à sa réalisation définitive, soumis à l'appréciation du Commissaire aux apports, Monsieur Philippe LE CUNFF, nommé par décision de l'associé unique de la Bénéficiaire, en date du 28 Janvier 2021.

Le rapport établi par le Commissaire aux apports a fait l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de commerce de PONTOISE huit (8) jours au moins avant la date de la décision de l'associé unique de la Bénéficiaire appelé à statuer sur l'Apport et sur l'augmentation de capital corrélative de la Bénéficiaire en rémunération dudit Apport.

2.3. ORIGINE DE PROPRIETE

A la Date de Réalisation, les Actions Apportées appartiendront personnellement à l'Apporteur, pour les avoir souscrites ou acquises à titre personnel en raison de son régime matrimonial, ainsi qu'il résulte du registre de mouvements de titres et des comptes d'associés de SOLENT.

3. REMUNERATION DE L'APPORT

3.1. REMUNERATION INITIALE

En rémunération initiale de l'Apport, les Parties conviennent qu'il sera attribué à l'Apporteur 84 590 actions de la Société 51 Pegasi émise chacune pour une valeur nominale d'un euro (1 €) dans le cadre d'une augmentation de capital de la Bénéficiaire.

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la Bénéficiaire sera augmenté à la Date de Réalisation, d'un montant nominal total de 84 590 euros par l'émission de 84 590 actions nouvelles émises.

3.2. COMPLEMENTS DE REMUNERATION

En complément de la rémunération initiale de l'Apport, les Parties conviennent qu'il sera attribué à l'Apporteur des actions nouvellement émises de la Bénéficiaire, en fonction des Compléments de Prix effectivement perçus par la Bénéficiaire conformément au contrat de Cession conclu avec la société SMART 4 DIGITAL ENGINEERING et visé dans l'exposé préalable (les « **Compléments de Rémunération** »).

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la Bénéficiaire sera augmenté à chaque Compléments de Prix, avec le cas échéant l'émission d'une prime d'apport.

Toutes les actions émises par la Bénéficiaire, en rémunération initiale de l'Apport ou lors des Compléments de Rémunération, seront entièrement libérées à chaque date d'émission. Elles porteront jouissance à compter de cette même date et seront soumises à toutes les stipulations statutaires ainsi qu'aux décisions collectives des associés de la Bénéficiaire.

4. CONDITIONS SUSPENSIVES

La Réalisation de l'Apport et l'émission des actions de la Bénéficiaire conformément aux présentes interviendra sous les conditions suspensives suivantes (les « **Conditions Suspensives** ») :

- (a) l'approbation définitive de l'Apport, ainsi que son évaluation et les modalités de sa rémunération, par une décision de l'associé unique de la Bénéficiaire au vu du rapport du commissaire aux apports confirmant que la valeur de l'Apport n'est pas inférieure à la valeur nominale de l'ensemble des actions émises en rémunération de l'Apport ; et
- (b) la constatation par l'associé unique de la Bénéficiaire de la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Bénéficiaire destinée à rémunérer l'Apport.

A défaut de réalisation des Conditions Suspensives mentionnées ci-dessus ou plus généralement à défaut de réalisation définitive de l'Apport au plus tard le 28 février 2021 et à moins que les Parties n'en conviennent autrement par écrit, chacune des Parties sera en droit de déclarer la caducité du Traité, les Parties étant alors déliées de tout engagement au titre dudit Traité, sans indemnité ni d'une part ni de l'autre, mais sans préjudice de tous recours d'une Partie à l'encontre de l'autre Partie si la non levée desdites Conditions Suspensives ou la non-réalisation de toute autre condition stipulée au Traité est imputable de manière fautive à cette dernière.

5. REALISATION

5.1. DATE DE TRANSFERT ET LIEU DE REALISATION

La réalisation de l'Apport (la « **Réalisation** ») interviendra le jour de la levée des Conditions Suspensives visées à l'Article 4 et au plus tard le 28 février 2021 (la « **Date de Réalisation** »).

La Réalisation aura lieu au siège social de la Bénéficiaire ou dans tout autre lieu décidé d'un commun accord par les Parties.

5.2. COOPERATION

Chacune des Parties s'engage, s'il y avait lieu, à signer tout document et à prendre toute mesure raisonnablement requise par l'autre Partie pour lui permettre de réaliser les opérations prévues au Traité (sous réserve de la réalisation des Conditions Suspensives).

Si, à tout moment après la Réalisation, une quelconque autre mesure s'avérerait nécessaire d'être prise afin de permettre la réalisation des opérations prévues au Traité, chaque Partie prendra ladite autre mesure (notamment la signature et la remise de tous autres documents) raisonnablement requise par l'autre Partie, aux frais de la Partie à l'origine de ladite demande.

6. PROPRIETE ET JOUISSANCE

A la Date de Réalisation :

- L'Apporteur aura la pleine propriété et la jouissance des actions de la Bénéficiaire qui lui reviennent en rémunération du transfert de ses Actions Apportées dans le cadre de l'Apport et les Actions de la société 51 Pegasi émises au profit de l'Apporteur seront immédiatement inscrites sur le registre de mouvements de titres de la société 51 Pegasi et inscrites sur un compte individuel d'associé ouvert au nom de l'Apporteur dans les livres de la Bénéficiaire ;
- la Bénéficiaire aura, à compter de la Réalisation, la pleine propriété des Actions Apportées et fera effectuer, si nécessaire, avec l'entier concours de l'Apporteur et à la première demande de la Bénéficiaire, les formalités nécessaires en vue de l'inscription en compte au profit de la Bénéficiaire des Actions Apportées.

A cet égard, les Parties conviennent que la signature par SOLENT du présent Traité vaut notification à leur attention de l'Apport conformément aux dispositions des articles L. 228-1 et R. 228-10 du Code de commerce et que le Traité aura la valeur d'ordre de mouvement à l'égard de la société SOLENT qui devra dès lors inscrire le transfert des Actions Apportées au profit de la Bénéficiaire dans le registre des mouvements de titres et les comptes individuels d'associés concernés avec effet à la Date de Réalisation.

L'Apporteur sera subrogé par la Bénéficiaire dans tous les droits et obligations attachés aux Actions Apportées.

La totalité des dividendes susceptibles d'être distribués par la société SOLENT à compter de la Date de Réalisation définitive de l'Apport reviendra, à hauteur des Actions Apportées, à la Bénéficiaire.

A compter de la réalisation définitive de l'Apport qui interviendra au plus tard à la Date de Réalisation, la Bénéficiaire sera seule habilitée, en lieu et place de l'Apporteur, à effectuer toute opération relative à la propriété des Actions Apportées.

7. REGIME FISCAL

7.1. DISPOSITIONS GENERALES

Le Traité prendra effet, sur le plan fiscal, à la Date de Réalisation.

L'Apporteur et la Bénéficiaire, s'obligent à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur le revenu et toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive des présentes opérations, conformément à ce qui est indiqué ci-après.

7.2. IMPOT SUR LE REVENU

La plus-value mobilière réalisée à raison du présent Apport par l'Apporteur, qui contrôle la Bénéficiaire au sens de l'article 150-0 B ter du code général des impôts (« CGI »), est soumise de plein droit à un régime de report d'imposition en application dudit article.

En outre, conformément aux précisions de la doctrine administrative BOI-RPPM-PVBMI-30-10-60-10 n° 280, les éventuels Compléments de Rémunération bénéficieront également du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du CGI dès lors que l'opération initiale d'Apport constitue elle-même une opération éligible au report d'imposition.

Conformément aux articles 150-0 B ter et 170 du CGI, ces plus-values en report devront être mentionnées sur la déclaration d'ensemble des revenus de l'Apporteur respectivement au titre (i) de l'année de l'opération initiale d'Apport et, le cas échéant, (ii) au titre de chaque année de remise d'un Complément de Rémunération.

7.3 DROITS D'ENREGISTREMENT

L'Apport sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa réalisation conformément à l'article 635, 1-5° du code général des impôts. En outre, chaque augmentation de capital résultant d'un Complément de Rémunération devra être réalisée, le cas échéant, selon les mêmes modalités d'enregistrement.

En application des dispositions de l'article 810-I du CGI, l'Apport sera enregistré gratuitement. Il en ira de même des augmentations de capital résultant, le cas échéant, d'un Complément de Rémunération.

Les Parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du CGI, que le présent Traité exprime l'intégralité de la rémunération de l'Apport.

7.4 TVA

L'Apport portant sur des titres financiers, il est exonéré de TVA sur le fondement de l'article 261 C, 1°-e du CGI.

8. FORMALITES DIVERSES – FRAIS

Dès la Réalisation (à la suite de la réalisation des Conditions Suspensives visées à l'Article 4 ci-dessus), la Bénéficiaire effectuera dans les délais légaux toutes les formalités légales de dépôt, enregistrement et publicité prescrites par la loi, à l'effet de rendre l'Apport opposable aux tiers, ainsi que, le cas échéant, toutes déclarations nécessaires relatives à l'Apport.

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- (a) aux soussignés ès qualités, avec faculté d'agir, en coordination avec l'Apporteur, ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de réitérer l'Apport, réparer les omissions, en général, faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs dans la limite des termes et conditions du présent Traité ; et
- (b) aux porteurs d'originaux, copies ou extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'Apport pour l'accomplissement des formalités légales requises.

9. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites et pour notifications et significations, les Parties font élection de domicile, chacune en ce qui la concerne, à leurs adresses et sièges sociaux respectivement indiqués en en-tête des présentes.

10. RENONCIATIONS

Les Parties sont expressément convenues de supporter le risque de tout changement de circonstances imprévisibles à la date des présentes qui rendraient l'exécution des obligations de l'une ou l'autre des Parties au titre du Traité trop onéreuses. En conséquence, chaque Partie reconnaît expressément que les dispositions de l'article 1195 du Code civil ne sont et ne seront pas applicables au Contrat d'apport et qu'elle ne pourra faire aucune demande de quelque sorte et sous quelque forme que ce soit (notamment, en vue de renégocier et/ou de demander aux tribunaux de réviser ou de mettre un terme au Contrat) sur le fondement de l'article 1195 du Code civil.

11. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le présent Traité est régi par le droit français.

Tout litige ou différent qui s'élèverait entre les Parties relativement au Traité sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Versailles.

Fait à BOISSY L'AILLERIE
Le 12 février 2021

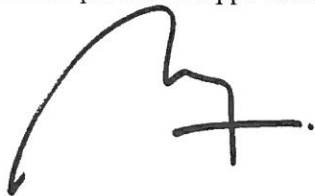
M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER
"L'APPORTEUR"



La société 51 Pegasi
"LA BÉNÉFICIAIRE"
Représentée par M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER



La société SOLENT
Représentée par M. Philippe BENON



51 Pegasi

Société par Actions Simplifiée au capital de 87 730 EUR
Siège social : 13 chemin de Montgeroult à Boissy-l'Aillier (95650)
SIREN 892 617 820 RCS PONTOISE

STATUTS MIS À JOUR AU 22 FÉVRIER 2021

LE SOUSSIGNÉ :

Monsieur Guillaume-Henri GRUSSENMEYER,
né le 27 janvier 1975 à Pontoise (95300),
de nationalité française,
demeurant à 13 chemin de Montgeroult à Boissy-l'Aillier (95650),
marié à Madame Catherine PLANTEC sous le régime de la participation aux acquêts, tel qu'il
est défini par les articles 1569 et suivants du code civil, en vertu du contrat de mariage reçu le
29 mai 2009 par Maître Laurent CATROU, notaire à Houilles (78800),

**A ARRÊTÉ AINSI QU'IL SUIVRA LES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE
UNIPERSONNELLE QU'IL A DÉCIDÉ DE CONSTITUER.**

TITRE I

FORME – OBJET – DÉNOMINATION – SIÈGE SOCIAL – DURÉE – EXERCICE SOCIAL

Article 1 - FORME

Il est formé par l'associé unique soussigné, propriétaire des actions ci-après créées, une Société par Actions Simplifiée - S.A.S., régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par Actions Simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous les pays :

- la conception et le développement de logiciels, d'outils informatiques, leur distribution, leur exploitation, leur maintenance et commercialisation sous toutes les formes ;
- toutes prestations de conseil, d'expertise, d'assistance et de formation dans le domaine des systèmes d'information ;
- la participation par tout moyen et sous quelque forme que ce soit à toute entreprise existante ou à créer ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus défini ou à tous objets, similaires ou connexes de nature à favoriser son développement.

Article 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est :

51 Pegasi

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 – SIÈGE SOCIAL

Le Siège Social est fixé à : 13 chemin de Montgeroult à Boissy-l'Aillerie (95650).

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de l'organe dirigeant sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DURÉE

La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant sur requête la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Article 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2021.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL

Article 7 - APPORTS

Il a été apporté au capital de la société :

1°) lors de la constitution, une somme en numéraire de
trois-mille-cent-quarante (3 140) EUR,
ci 3 140 EUR

2°) lors d'une augmentation de capital décidée par
l'associé unique en date du 22 février 2021, une somme de
quatre-vingt-quatre-mille-cinq-cent-quatre-vingt-dix
(84 590) EUR, par apport de titres,
ci 84 590 EUR

TOTAL DES APPORTS **87 730 EUR**

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à la somme de quatre-vingt-sept-mille-sept-cent-trente (87 730) EUR.

Il est divisé en quatre-vingt-sept-mille-sept-cent-trente (87 730) actions de UN (1) EUR
chacune totalement libérées et de même catégorie.

Article 9 – COMPTES COURANT

L'associé unique peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition
de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en
« comptes courants ». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord
commun entre l'associé unique et le président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la
procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

Article 10 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par décision unilatérale de l'associé unique
ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence,
soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières
donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° L'associé unique peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III

ACTIONS

Article 11 – FORME DES VALEURS MOBILIÈRES

Les valeurs mobilières émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 12 – LIBÉRATION DES ACTIONS

1° Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront

fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2° A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV

CESSION – TRANSMISSION – LOCATION D' ACTIONS

Article 13 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par un virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D' ACTIONS (EN CAS DE PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL)

Article 14 – DÉFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

- a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.
- b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Article 15 – TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements côté et paraphé.

Article 16 – AGRÉMENT DES CESSIONS

1° Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2° La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital social, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3° Le Président dispose d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout autre moyen de communication accepté par le Cédant. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4° Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5° En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6° En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 17 – DÉCÈS D'UN ASSOCIÉ – DISSOLUTION DE COMMUNAUTÉ

Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs au profit d'un tiers, prévue à l'article 16 ci-dessus.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la Présidence de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, le Président adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout procédé équivalent, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de titres concernés et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant.

Le Président peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que le délai prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des actions est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ou partenaire pacsé survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs actions dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs, la valeur desdites actions étant déterminée au jour du décès conformément aux dispositions de l'article L 1843-4 du code civil.

Dissolution de communauté du vivant de l'associé

En cas de liquidation par suite de divorce, séparation de corps, séparation judiciaire de biens ou changement de régime matrimonial, de la communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre une personne associée et son conjoint, l'attribution d'actions communes à l'époux ou ex-époux est soumise au consentement des associés dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non encore associé, prévues à l'article 16 ci-dessus

Article 18 – LOCATIONS D’ACTIONS

La location des actions est interdite.

TITRE V

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Article 19 – PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l’associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président personne physique peut bénéficier d’un contrat de travail au sein de la Société.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l’associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée un mois avant la date de prise d’effet de cette décision.

L’associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n’a pas à être motivée.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l’égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l’objet social et des pouvoirs expressément dévolus par dispositions légales et les présents statuts à l’associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut sous sa responsabilité consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Rémunération

En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le Président pourra percevoir, au titre de ses fonctions de Président, une rémunération librement fixée par l'associé unique ou par décision collective des associés de la Société, qui pourra être fixe et/ou proportionnelle à des objectifs fixés. Cette rémunération est, le cas échéant, modifiée par une nouvelle décision.

Article 20 – DIRECTEUR GÉNÉRAL

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée ne puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de directeur général n'ouvre droit à aucune indemnité.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 21 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle rapporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

TITRE VI

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 21 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du code de commerce, doit être portée à la connaissance du Président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

L'associé unique ou tout associé si la société en comporte plusieurs a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

Article 22 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII

DÉCISIONS DES ASSOCIÉS

Article 23 – DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

I – Décisions de l'associé unique

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement de capital ;
- modifier les statuts ;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

II- Information de l'associé unique

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

Article 24– DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

I - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir dans les conditions prévues par la loi) ;
- fusion, scission, apports partiels d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération et révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions.

II – Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

III – Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par un mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.

IV – Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 20% du capital social peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2312-77 du Code du travail, le Comité Social et Économique peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président, ou en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment courrier électronique ou télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose sera établie et certifiée par le président de séance après avoir été dûment émarginée par les associés présents ou leurs représentants.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

V – Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms, et qualité du président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrits sur le registre spécial ou sur feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

VI – Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des cinq derniers exercices, des comptes consolidés s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société, des comptes annuels et le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Article 25 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIÉS

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII

COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RÉSULTATS

Article 26 – COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Conformément à l'article L 232-1 du code de commerce, il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique ou les associés si la société en compte plusieurs approuve les comptes annuels après rapport du Commissaire aux comptes, si la société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 27 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DES RÉSULTATS

Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

Pluralité d'associés

1° Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2° Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3° La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX

DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 28 – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur ou chacun d'eux, s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du code civil.

Article 29 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

Fait à Boissy-l'Aillerie,
Le 22 février 2021
En un original

M. Guillaume-Henri GRUSSENMEYER

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and horizontal strokes.